

le marché du travail dans le sens d'une plus grande orientation des personnes vers une activité bénévole lorsque le revenu familial est suffisamment élevé pour garantir un certain niveau de vie, ce qui pourrait libérer la pression sur le marché du travail, tout en garantissant à la personne exerçant une activité bénévole de bénéficier des prestations adéquates et être notamment financièrement indépendante en vieillissant. Les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs devraient s'inspirer de telles réflexions et les poursuivre.

La situation actuelle des économies européennes confrontées à une augmentation manifeste du chômage, de la précarité et de la pauvreté invite aussi à s'intéresser plus avant à la question du management du bénévolat. D'une part, beaucoup de chômeurs offrent leurs services et souhaitent travailler dans le cadre d'activités bénévoles et d'autre part les associations qui apportent leur aide aux chômeurs et aux plus démunis ont besoin d'un personnel bénévole compétent pour faire face à leur tâche.

Il faut aussi garder à l'esprit le phénomène du vieillissement de nos populations ainsi que celui de la dépendance qui nécessitent un personnel

accru, aussi bien en personnel « professionnel » rémunéré qu'en personnel qui travaille à titre bénévole et qui ne devrait pas seulement bénéficier d'une simple reconnaissance sociale, mais également, du point de vue d'une éthique sociale et dans le cas idéal, des prestations de sécurité sociale mentionnées dans la recommandation du Conseil de l'Europe.

En guise de conclusion, à propos des observations formulées et concernant le livre de Laurent Pujol, il faut encore répondre à la question de savoir à qui s'adresse ce livre. La quatrième page de couverture précise qu'il s'adresse aux enseignants et étudiants des filières spécialisées aussi qu'aux formateurs et consultants et aux associations, mutuelles, coopératives et fondations qui emploient des bénévoles. Les responsables des organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs et surtout les personnes souhaitant entreprendre une activité à titre bénévole devraient également lire cet ouvrage écrit de manière claire, précise et très pédagogique et assorti d'une bibliographie très instructive. Ils pourraient en tirer un bénéfice appréciable.

Günter Nagel

Philippe Askenazy

Les décennies aveugles Emploi et croissance 1970-2010

Le Seuil, 2001, 308 pages, 20 euros

La France est-elle inexorablement condamnée au déclin ? Souffre-t-elle

s'un mal particulier et inexorable comme l'affirment nombre d'auteurs

depuis 40 ans ? Définitivement étrangers à l'esprit d'entreprendre, les Français seraient réfractaires au travail et à la mondialisation, trop attachés aux « avantages acquis », flanqués d'un Etat frappé d'obésité et trop gourmand d'impôts... Pour Philippe Askénazy, tout cela est faux. La France ne souffre d'aucun mal spécifique ou rédhibitoire. C'est plutôt que depuis 40 ans, obsédés par un retour rapide au plein emploi, les dirigeants français ont cumulé les mauvais choix économiques. La France n'est donc pas ingouvernable, mais plutôt mal gouvernée.

L'auteur, qui avait signé avec Thomas Coutrot, André Orléan et Henri Sterdyniak le « Manifeste d'économistes atterrés » en 2010, tout en contestant les théories déclinistes, revient sur des fausses évidences économiques, mal fondées scientifiquement, qui servent à justifier les politiques actuellement menées en Europe. L'auteur pointe dans son livre plus précisément deux erreurs majeures en termes de diagnostics et de remèdes qui ont coûté cher à la France. A deux reprises, des décisions aveugles, qui ignoraient à la fois la réalité du monde économique et les grands enjeux du futur ont été prises, avec des conséquences lourdes pour toute l'économie du pays.

La première grande erreur concerne les jeunes. Lorsque Raymond Barre devient premier ministre en 1976, il décide d'orienter l'emploi des jeunes vers l'industrie, alors que la mutation de la société vers une économie de la connaissance est déjà entamée. De surcroît, il prend la déci-

sion de subventionner les stages et les contrats à durée déterminée. Par ces choix fondateurs pour l'emploi des jeunes, il crée une situation qui perdure encore aujourd'hui : celle de la précarisation des jeunes actifs, de la stigmatisation de toute une part de la population active.

La deuxième mauvaise décision concerne les nouvelles technologies. Toujours à cause de cette obsession d'un retour rapide au plein emploi qui exclut toute perspective d'une baisse de la productivité à court terme pourtant nécessaire quand on s'engage dans un nouveau cycle économique, les dirigeants politiques français ont raté le tournant du passage aux nouvelles technologies dans les années 90. Dès 1993, Bill Clinton et Al Gore avaient pourtant publié une doctrine de la nouvelle économie ; et dans les années qui suivent, la plupart des économies développées avaient commencé à investir massivement dans la recherche et le développement. Rien de tel en France, bien au contraire même, puisque le gouvernement Balladur (1993-1995), avec Nicolas Sarkozy ministre du budget et François Fillon ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, décide de sabrer les budgets publics alloués à la recherche. De la cinquième place au classement de l'OCDE sur l'investissement en recherche et développement au début des années 90, la France chute au douzième rang à la fin de cette décennie. Et ce n'est seulement qu'en 2007 que les dirigeants français semblent prendre conscience de l'ampleur de cette erreur en lançant un vaste programme d'investissements en recherche et développement.

Comment expliquer ces erreurs de jugement ? Philippe Askenazy avance plusieurs explications. Il y a d'abord la fascination pour des modèles économiques étrangers : selon les années, les modèles allemand, anglais, scandinave, américain, du nord de l'Italie ont été plébiscités. Cette fascination limite les capacités d'inventivité et d'audace pour l'économie française. Il y a peut-être aussi un problème dans la formation et le non-renouvellement des élites économiques et politiques. Les solutions qu'elles ont proposées depuis 40 ans pour résoudre les problèmes de l'économie française ont toujours été très classiques et tristement court-termistes.

Mais finalement, peu importe les causes et les responsabilités. Pour ne pas tomber dans les mêmes travers, et se montrer comme par le passé incapables de maintenir une croissance durable et de saisir pleinement les opportunités des reconfigurations régulières du capitalisme mondial, Philippe Askénazy formule des propositions pour l'avenir.

Selon lui, les besoins de la décennie qui commence s'articulent autour de trois moteurs : l'écologie, l'enseignement supérieur et la santé. En ce qui concerne l'écologie, la bataille est déjà perdue : des acteurs chinois, allemands et scandinaves sont devenus leaders de l'éolien ou d'autres

technologies vertes. En revanche, la France a une vraie carte à jouer dans le domaine de la santé. Elle occupe déjà une bonne position en Europe : nombre de Britanniques viennent se faire soigner chez nous et le tourisme médical a généré un gain d'un milliard d'euros en 2009. La France possède dans le domaine de la médecine des atouts considérables avec un personnel médical bien formé et des équipements de haut niveau. Si la France devenait le pôle médical de l'Europe, elle générerait des emplois qualifiés et durables. Plutôt que de suivre un modèle importé de l'étranger, l'auteur propose ainsi plutôt d'en créer un.

Ce livre présente plusieurs mérites. La thèse des choix économiques aveugles, présentée sous un angle chronologique, est convaincante. Elle prouve que les hommes politiques ont de la marge, même dans un monde globalisé où les pouvoirs financiers sont puissants. C'est une conclusion rassurante alors que la campagne présidentielle de 2012 est engagée : dans les décisions économiques, les choix politiques restent prépondérants. On peut se demander en revanche si l'Etat, à l'heure où les économies budgétaires sont appelées par tous, pourra conduire les investissements préconisés par Philippe Askénazy.

CW

Le directeur de la publication, Jean-Paul Bouchet

Achévé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie L'Artésienne à Liévin (62)